

## **processus** Le Sénat va étudier la question de la restitution du patrimoine africain

**L**a députée Simone Susskind (PS) et le président du groupe socialiste du Sénat, Christophe Lacroix, ont introduit une demande de rapport d'information destiné à optimiser la coopération entre autorité fédérale et entités fédérées en matière de « biens culturels et patrimoniaux africains ». Cette requête intervient dans le contexte de la réouverture du Musée de Tervuren et de l'intention manifestée par le président Kabila de demander la restitution du patrimoine congolais.

« C'est aussi concomitant avec la remise du rapport français, les cartes blanches qui ont été publiées et l'Allemagne qui s'est également engagée sur ces questions avec le Musée ethnologique de Berlin, nous explique Simone Susskind. C'est dans l'air du temps. C'est le moment de réfléchir à ces questions et c'est le rôle du Sénat d'auditionner les personnes qui peuvent nous apporter leur expertise. »

Deux éléments ont motivé la parlementaire bruxelloise à faire la demande d'un rapport d'information au Sénat. Le premier tient dans les déclarations du président français Emmanuel Macron à la conférence de Ouagadougou en 2017, à la suite

desquelles il a chargé deux experts d'étudier la faisabilité d'une restitution, au Bénin, de prises de guerre faites au XIX<sup>e</sup> siècle. Le second est une raison plus personnelle. « *Sans faire de comparaison, j'ai vécu de très près le travail que mon mari a mené - il était dirigeant de la communauté juive - pour obtenir la restitution de biens juifs spoliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Je suis sensibilisé à ce que signifie ce processus.* »

Ce questionnement sur la restitution est ressenti chez certains comme un doigt dans la plaie du passé colonial belge. Pourtant, Simone Susskind l'assure : « *Il n'y a pas de volonté de pointer du doigt des responsabilités historiques. Il s'agit surtout d'ouvrir le débat et de réfléchir, quand on sait que des centaines de milliers de pièces du Congo ou d'ailleurs, se trouvent au Musée d'Afrique centrale, et en particulier des ossements humains de chefs de tribus congolaises qui avaient été décapités.* » L'objectif de cette démarche, in fine, est de prendre en considération le besoin de reconnaissance urgent des populations africaines et des millions d'Africains qui vivent en Europe.

Toutes les signatures nécessaires ont été réunies et la demande devrait être débattue au Sénat avant Noël, à la suite de quoi, une commission d'experts pourrait être rapidement mise sur pied. ■

**PIERRE TARGNION (St.)**